Grenelle de l'Estuaire 14 septembre 2009
Atelier 1 & 2
intervention de Michel Coletta au nom du collectif des associations
environnementales

J'interviens exclusivement au titre du collectif des associations environnementales ayant participé au grenelle de l'estuaire.

Il nous avait été dit que notre intervention se ferait dans le cadre des ateliers 1 et 2..
Nos propos traiteront donc à la fois des ateliers 1 e 2!

Depuis le lancement de ce grenelle de l'estuaire, nos interrogations et nos analyses ont été confortées par les échanges auxquels nous avons participé mais aussi, bien sûr, par l'actualité.

D'abord nous avons inlassablement répété qu'une réflexion prospective de notre territoire n'avait de sens que située dans le **cadre des enjeux actuels** (*enjeux déjà oubliés pour la plupart des intervenants précédents*):

- changement climatique;
- raréfaction des ressources (matières premières et énergies fossiles);
- perte de biodiversité;
- crise sociale forte accentuée par les crises financière et économique.

Qu'ensuite un premier constat s'imposait: **le développement actuel n'est pas soutenable**. Il ne saurait être question d'en prolonger mécaniquement les tendances, y compris par de « nouveaux leviers ». Sa remise en cause **conditionne** la recherche de nouveaux modes de production.. Il ne s'agit donc pas de faire du neuf avec du vieux par un simple ravalement de façade dont le fronton serait estampillé "modèle de développement durable"!

Ainsi, **le développement économique fortement industrialisé et productiviste de l'Estuaire**, tel qu'il s'est déroulé depuis la fin de du XIXème siècle, **n'est pas soutenable**, et ne saurait donc pas constituer un scénario souhaitable pour l'avenir.

Les effets de ce développement économique sont connus:

- **dégradation de l'environnement**, par exemple taux record de la pollution SO₂ (malgré les progrès faits), taux record de rejet de GES, dégradation de zones sensibles comme l'estuaire. Mitige du territoire et artificialisation excessive des sols.
- **dégradation du tissu social**, par exemple, taux de chômage largement supérieur à la moyenne nationale, indicateurs de santé très mauvais, sous-qualification, ...).

L'empilement des crises (financière, économique et sociale) distille d'autant plus ses effets dans notre territoire que le tissu productif de celui-ci repose sur des **filières fragilisantes/fragilisées**:

- filière automobile
- filière pétrochimique;
- filière agriculture productiviste;
- filière logistique soumise aux aléas de la mondialisation.

Ces filières ont la caractéristique suivante: quand ça va, elles vont bien, mais quand ça va moins bien voir mal elles en subissent les conséquences avec un effet accélérateur!

C'est le fruit d'une **économie fortement exogène** soumise, je le répète, aux aléas de la

mondialisation.

Nous sommes aux antipodes d'une **économie endogène** évoquée à l'ouverture de ce grenelle et largement reprise dans les ateliers.

Nous assistons enfin à une fuite en avant calamiteuse illustrée par des investissements et donc des projets dits de territoire basés:

- 1- soit sur des technologies coûteuses et aventureuses (dogme nucléaire...);
- 2- soit sur des **effets d'aubaine mercantiles** (centrales charbon et à gaz, terminal méthanier, usines agrocarburant...);

* Ainsi l'épopée de la **centrale à charbon** de Poweo: annoncée en 2006, étiquetée "charbon propre" et qui devient sale en décembre 2008: "**Force est de constater que nous ne sommes pas assez avancés au niveau industriel sur le captage du gaz carbonique**" dicit Charles Beigbeder qui ajoute dans son livre page 156: "*pour l'efficacité énergétique. Avec 75 mesures et un objectif de 20% d'économie d'énergie d'ici à 2020, les émissions de CO₂ seraient réduites de 780 millions de tonnes*". Comme quoi, même Charles Beigbeder a des moments (trop peu) de lucidité!

Nous marquons sur ce point notre désapprobation sur la création d'une chaire CO2 qui permet de d'affirmer tranquillement que notre territoire passera d'un rejet de 10 millions de tonnes de CO2 à 20 millions de tonnes. Remarquons que les Etats-unis viennent d'abandonner le projet futeregen, lancé en grande pompe par Bush pour couvrir la construction de centrales à charbon, pour coût prohibitif.

* Pour ce qui concerne le **terminal méthanier**, (avec encore Charles Beigbeder: à croire qu'il a quelques relations particulières dans notre estuaire) le débat public a montré la capacité des habitants de provoquer un véritable débat citoyen face à un quarteron d'acteurs économiques et de certains élus sensés délivrer la bonne parole et pérorant sur l'intérêt général (en réalité, l'intérêt très privé de la cim et de poweo)! En fait nous y avons constaté le déni démocratique et des manoeuvres occultes dans les instances ministérielles: amputation d'une zone Natura 2000 et création d'un PIG (projet d'interet général)

- soit encore sur des projections hasardeuses (prolongement du grand canal).

Nos propositions restent d'actualité:

- **Arrêt des projets industriels qui sont antagoniques avec la notion de développement durable et grenellement incompatibles.**
- **Adossement de l'économie à des activités endogènes c'est à dire davantage fondée sur les ressources et les compétences de territoire à l'inverse d'une économie basée sur des flux d'énergies fossiles et des flux de containers dont nous n'avons pas la maîtrise.**

Comme le disait si bien Monsieur Bussi lors de la réunion de mobilisation du 28 novembre dernier, « *la supposée vocation énergétique ou industrielle de l'Estuaire* » n'est pas une fatalité. « *D'autres options peuvent être envisagées dans la région, notamment celles autour de la valorisation du cadre de vie qui privilégie un développement endogène face à une économie normande actuellement largement dépendante des décisions extérieures.* »

- **Investissement dans des filières économiques à l'utilité sociale avérée, créatrices d'emplois durables et non délocalisables.**

Ainsi les filières de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables se sont avérées être les filières les plus prometteuses comme gisement d'emplois (cf. étude ADEME 2008)

Pour ce qui concerne l'écologie industrielle magistralement exposée par Suren Erkman, nous serons clairs:

L'écologie industrielle ne date pas d'aujourd'hui! par exemple l'ouvrage de Suren Erkman paru en 1998, aurait dû depuis longtemps être le livre de chevet de nos acteurs locaux. A Dunkerque, pour prendre un exemple dans un territoire ayant quelques analogies avec le notre, c'est dès 2000 que l'association Ecopal promeut les bonnes pratiques à une large échelle.

Je cite: *"il serait naïf de ne pas prendre acte du fait que certains acteurs économiques et politiques tentent d'utiliser le discours de l'écologie industrielle pour verdir leur blason, comme cela se fait depuis longtemps avec le développement durable"* page 195 de votre livre, Mr Erkman!

Vous nous rassurer plus loin en affirmant que le bilan métabolique ne permet pas de tricher contrairement au bilan comptable.

Mais surtout vous expliquer page suivante que *"pour ce qui est de l'écologie industrielle, l'idée de limite de croissance, voire de décroissance des flux de certaines ressources, se révèle inhérente au concept d'écosystème. Non pas pour des raisons idéologiques, mais simplement parce que aucune organisation vivante, dans un système limité ne peut croître indéfiniment"*

Merci pour cette lucidité. Nous ne sommes pas naïfs sur les pratiques de nos acteurs locaux!

Alors, avant de parler jusqu'à plus soif de "modèle de DD", un peu d'humilité, ne nous payons plus de mots. Sinon nous allons devenir (c'est déjà fait dirons certains) un modèle de greenwashing et nous pourrions remporter le prix "pinocchio du greenwashing" attribué chaque année par des ONG. D'ailleurs c'est déjà le cas pour deux entreprises qui ont pignon sur notre territoire: Total et Renault!

En ce qui nous concerne, le grenelle de l'estuaire aurait dû être une véritable **déclinaison du grenelle de l'environnement** au niveau de notre territoire: vision qui n'était pas à l'évidence partagé dans l'atelier 1.

Ainsi sur les énergies!

"L'économie de l'après pétrole c'est pour demain matin" "Il n'y a pas d'autres choix pour notre pays", "les consommations d'énergie en forte baisse, c'est un gain immédiat pour notre pouvoir d'achat", "nous allons devenir leader mondial des énergies décarbonées".

Qui a dit cela? d'aucuns auront reconnu des propos de Nicolas Sarkozy, propos tenus il y a quelques jours à ... Culoz

Nous savons tous (enfin j'espère car nous avons eu des surprises lors de ce grenelle sur le degré d'information de certains élus) que nous sommes contraints par le **facteur 4** d'ici 2050 et plus récemment par les 3 fois 20% du **paquet climat européen** repris dans la **loi grenelle1**, à savoir **d'ici 2020, 20% d'ENR, 20% de GES en moins et surtout 20% de consommation d'énergie en moins.**

C'est avec surprise que l'on nous a fait un docte exposé sur des besoins en énergie qui exploseraient à l'horizon 2020. Un exposé en fait basé sur des chiffres et des scénarios datant d'avant 2004 et donc méconnaissant totalement d'une part les enjeux climatiques et d'autres part les engagements, que je viens d'évoquer, et auxquels notre territoire doit porter sa contribution!!

Plus sérieusement, l'AIE (très peu tendance écolo) dans une étude récente nous explique que pour stabiliser les rejets de GES d'ici 2030, cela se fera pour 65% grâce à l'efficacité énergétique, loin devant le ENR (12%) et le nucléaire (10%).

La fiche action sur le PCT nous paraît centrale. Nous l'avions déjà dit. Cela est d'ailleurs inscrit dans la loi grenelle 1. Nous pouvons même tenir compte de retours d'expériences de collectivités qui ne s'affichent pas comme des modèles mais qui, elles, ont fait leur plan climat. L'appui et les compétences de l'adème sont un atout.

J'émettrai un bé-mol: les programmes d'actions, c'est bien, mais sans véritable diagnostic (état 0) et d'objectifs fixés à un horizon donné, par exemple *moins 8% de GEZ d'ici 2012...*) ça engage trop peu et nous voyons trop souvent certains élus qui agitent un ensemble d'actions, souvent disparates, sans objectifs quantifiés et datés, ce qui leur permet de communiquer sur l'air bien connu "voyez, on agit pour le développement durable"! trop facile et limite démago!

Sur les déplacements, les transports, l'habitat et donc l'aménagement du territoire:

Le bilan est calamiteux! Nous observons une inflation de l'usage de la voiture, contrairement à la tendance générale. L'explosion de l'étalement urbain y a sa part.

De plus port 2000, conjugué à l'un des plus mauvais report modal des ports européens a provoqué une seconde inflation: la circulation des poids lourds (qu'on soit clair, des progrès ont été faits en terme de pollution dans la construction des véhicules, mais l'effet de masse annule ces progrès)

Pour l'habitat, notre territoire est dans les derniers de la classe pour la performance énergétique: plus de 350 kwh/m2/an. Ce n'est pas quelques logements à la norme BBC voir un stade à énergie positive qui contrebalancera cela. C'est bien sur l'obligation de construire à la norme BBC mais aussi et surtout une réhabilitation massive à cette norme pour l'habitat existant. Des collectivités se sont déjà engagées pour leur propre patrimoine à l'horizon 2012.

La thermographie de la région havraise montre par exemple que de belles réalisations récentes faisaient l'impasse sur le plan énergétique: la CCI par exemple.

Pour résumer nos positions:

Certaines fiches actions vont dans le bon sens

Par contre d'autres sont langue de bois ou assez superficielles

Pour conclure, nous disons solennellement qu'il y en a assez de la surcommunication sur le DD qui vire au gavage: nous ne sommes pas des oies. Les enjeux sont là devant nous, le temps est compté, le temps de l'autopromotion recyclé en permanence est terminé. Le temps des doubles discours aussi. Notre territoire n'est pas un modèle de DD! Notre responsabilité pour tourner la page vers un vrai développement durable, c'est à dire une **transformation écologique de l'économie**, l'économie de l'après pétrole **non prédatrice pour l'environnement**, à l'utilité sociale avérée; un habitat et des modes de transport dignes d'un territoire qui s'engage résolument vers une modernité sobre en énergie.

merci de votre attention dont je ne sais si elle a été durable!

Michel Coletta